

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 21776 - 80ÈME ANNÉE

Anticiper les sécheresses plus longues et fréquentes causées par la crise climatique ainsi que l'augmentation de la population

CINOR : 100 millions d'euros investis pour un accès sécurisé à l'eau potable



Afin d'anticiper les sécheresses à venir et l'augmentation de la population, la CINOR a souligné avoir prévu d'investir 100 millions d'euros entre 2022 et 2027 afin de sécuriser la distribution de l'eau potable aux 215 000 habitants des trois communes de la communauté d'agglomération : Saint-Denis, Sainte-Marie et Sainte-Suzanne. La campagne de soutien à l'installation en collecteurs d'eau de pluie va s'amplifier, avec comme objectif d'équiper toutes les familles vivant en maison individuelle.

La Communauté Intercommunale du Nord de La Réunion (CINOR) a tenu ce 24 février une conférence de presse afin de faire le point sur la gestion et l'amélioration de l'accès à l'eau potable sur son terri-

toire. Maurice Gironcel, président de la CINOR, entouré d'Ericka Bareigts, maire de Saint-Denis, Richard Nirlo, maire de Sainte-Marie, Jean-Pierre Marchau élu communautaire, Jean-François Hoarau, président de la SEMOP et Rosita Hoarau, DGS de la CINOR ont souligné les efforts entrepris pour assurer une distribution efficace de cette ressource essentielle aux 105 000 abonnés, soit 215 000 habitants.

Quasi-absence de coupures d'eau grâce aux investissements

Depuis 2020, la CINOR a pris en charge la compétence de gestion de l'eau et a engagé des ac-

tions fortes pour améliorer le service. Aujourd'hui, 38 millions de mètres cubes d'eau sont distribués annuellement sur le territoire, avec un taux de rendement des 1200 kilomètres du réseau de distribution d'eau potable atteignant 70 %. Grâce aux investissements réalisés, les habitants ont bénéficié d'une quasi-absence de coupures d'eau, même en période de sécheresse. Toutefois, à Sainte-Marie, des problèmes ont été observés et sont en cours de résolution.

« Nous avons fait des choix courageux. Les investissements dans l'eau ne se voient pas une fois terminés », a appelé Maurice Gironcel.

L'amélioration du réseau passe par la construction et la modernisation des infrastructures. Entre 2022 et 2027, 100 millions d'euros seront investis pour sécuriser les ressources en eau, anticiper les besoins et réduire les pertes dans les canalisations. L'interconnexion des réseaux sur l'ensemble de la CINOR permettra une meilleure réactivité en cas de crise.

Collecteurs d'eau de pluie

La CINOR met en place des dispositifs favorisant une consommation plus responsable. L'installation de récupérateurs d'eau de pluie se poursuit avec 1 600 équipements déjà distribués et 1 900 supplémentaires prévus cette année. L'objectif est d'équiper chaque foyer en zone pavillonnaire afin de limiter l'usage de l'eau potable pour certaines tâches du quotidien.

Autre innovation majeure : le déploiement des compteurs intelligents. D'ici 2026, tous les abonnés en seront équipés, ce qui permettra une meilleure maîtrise de la consommation et la détection rapide des fuites.

Anticiper la crise climatique

Richard Nirlo, également vice-président de la CINOR en charge de la transition écologique, a insisté sur la nécessité d'adapter la production d'eau face aux aléas climatiques. La modernisation des trois usines de potabilisation de Sainte-Marie et le renouvellement des réseaux d'alimentation en eau potable (AEP) figurent parmi les priorités.

Ericka Bareigts a rappelé que chaque habitant a pris

conscience des risques liés au manque d'investissement. Ainsi, plus de 60 millions d'euros ont été investis à Saint-Denis, où le réseau de distribution en eau potable couvre 667 kilomètres, parfois situés en zone escarpée. L'interconnexion des usines, notamment avec la création de nouvelles infrastructures au Chaudron, renforcera la résilience du réseau face aux périodes de sécheresse.

La maire de Saint-Denis a également insisté sur le respect de la biodiversité. Durant les périodes de sécheresse, les prélèvements dans les rivières cessent pour maintenir faune et flore. Les investissements ont donc également pour but d'augmenter la production d'eau potable tout en préservant l'environnement aquatique.

Politique ambitieuse pour l'avenir

De 2020 à 2024, près de 80 millions d'euros ont été investis dans la modernisation du réseau. Avec un prix moyen de 1,39 euro par mètre cube, l'eau distribuée provient de 19 forages et 17 captages, garantissant une qualité proche de 100 % grâce aux 10 usines de potabilisation en service.

Par ailleurs, 26 millions d'euros seront consacrés à la construction de quatre nouvelles usines (Saint-François, Sainte-Clotilde, Montée Sano et Bras Pistolet), tandis que 30 millions seront alloués à la réhabilitation de celle de Bellepierre qui alimente la moitié de la population de Saint-Denis. L'objectif est clair : assurer une distribution optimale en toutes circonstances, notamment en cas de cyclone, grâce à l'installation de groupes électrogènes dans les sites stratégiques. Par ailleurs, une réflexion est engagée pour alimenter des pompes avec l'énergie du soleil.

Enfin, un vaste plan de réhabilitation a été lancé, avec la rénovation de 8 kilomètres de réseau par an. En 2031, un nouvel appel d'offre de Délégation de Service Public (DSP) sera lancé. Il pourrait permettre une concession de l'ensemble du réseau des trois communes de la CINOR à un seul fermier. Ceci pourrait entraîner des économies permettant de faire baisser le prix du mètre cube d'eau potable pour les usagers.

M.M.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
80e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail : redaction@temoignages.re

SITE web : www.temoignages.re

Administration

TÉL. : 0262 55 21 21

Publicité : publicite@temoignages.re

CPPAP : 0916Y92433

Conseil départemental de l'habitat et de l'hébergement

L'État et le logement à La Réunion : 146 millions d'euros de défiscalisation et 85 millions d'aides directes

Un communiqué de la Préfecture publié ce 24 février revient sur le dernier Conseil départemental de l'habitat et de l'hébergement du 20 février et précise la contribution de l'État à la construction et à l'amélioration des logements. La défiscalisation est la première aide, elle représentait 146 millions d'euros en 2024, bien plus que l'aide directe à la construction et réhabilitation de logements sociaux qui s'élevait à 85 millions d'euros pour la même année. Voici le contenu de ce communiqué.

Le Conseil départemental de l'habitat et de l'hébergement (CDHH) s'est réuni ce jeudi 20 février 2025 dans l'hémicycle du Conseil départemental de La Réunion, sous la co-présidence de l'État et du Département.

Tous les acteurs du logement et de l'hébergement (État, Région, intercommunalités, communes, bailleurs sociaux, représentants du BTP, institutions financières, du domaine de l'accueil, du soutien, de l'hébergement et de l'accompagnement des personnes en situation d'exclusion) ont participé à cette assemblée plénière, qui a permis de faire le bilan de l'année 2024 et de présenter les perspectives pour 2025.

Des aides de l'Etat encore en hausse en 2024

Le bilan 2024 de la mobilisation des aides financières de l'État pour la construction et la réhabilitation des logements aidés s'élève à plus de 230 millions d'euros : plus de 85 millions d'euros de subventions de la LBU (Ligne budgétaire unique, aide à l'amélioration de l'habitat du ministère chargé des Outre-mer), soit + 15 % par rapport à 2023, et près de 146 millions d'euros de crédit d'impôt.

Plus de 3 600 logements ont bénéficié d'un agrément de l'Etat en 2024, dont 2 253 dans le secteur du locatif aidé, allant du très social (652) à l'intermédiaire (371). C'est plus qu'en 2023 où 1 800 logements locatifs aidés avaient été agréés.

Malgré un nombre de logements financés et des attributions en hausse, une demande de logement social qui continue d'augmenter



En 2024, près de 6 300 attributions de logements ont été prononcées contre environ 5 600 en 2023, soit une hausse de 12,5 %. Au 31 décembre 2024, le nombre de primo demandeurs de logements sociaux s'élève à 35 000 auxquels s'ajoute 14 000 demandes de mutation au sein du parc, soit une augmentation de 10 % en un an et de 50 % en cinq ans. Plus de 85 % des demandeurs sont éligibles au logement locatif très social, quand les livraisons de ce produit représentent environ 35 % des logements construits.

L'État, le Département et tous les membres du CDHH mobilisés

Les défis sont majeurs pour répondre aux besoins en logements : maîtrise des coûts et des délais des chantiers, accès au foncier, maîtrise des loyers, lutte contre l'habitat indigne, relance de l'accession sociale à la propriété, mobilisation du parc privé, etc. Les travaux du CDHH se sont inscrits au cœur de ces sujets. Ils se poursuivront en 2025, à un rythme accéléré, avec des rendez-vous importants portant sur les Programmes Locaux de l'Habitat (PLH), documents de planification stratégiques de la politique locale de l'habitat sur les territoires intercommunaux. La mise en œuvre du Plan logement outre-mer 2024-2027 se déclinera avec l'ambition d'offrir à chaque Réunionnais un logement adapté à ses besoins.

Oté

L'Amérik, Gran kèr, i propoz L'Ukraine son neo-kolonyalism

Mézami, dann la politik konm dann bann rolasyon rante péi, néna touzour in doz lanprofitaz souvan défoi déguizé an zénérozité k'lé pa inn, dé foi avèk in doz légoïssité san déguizman. Dann la guèr rante la Russie épi l'Ukraine in pé d'péi la pran parti pou l'Ukraine é zot la done ali lé zarm. Konm la guèr té plizanpliss in guèr téknolojik lo bann zalyé la débloke in kantité larzan mé san mète zot solda dsi lo térin.

Sirman L'Ukraine la panss larzan li téi gingn té an kado é sirman li téi kroï pa opliss li téi gingn larzan opliss li l'avé in dète pars zamé d'la vi sa té di konmsa. Ariv in nouvo Prézidan dann Zétazini oïla ké li di, i fo rann ali son larzan é par milyar é konm L'Ukraine na poin larzan lo Zétazini i domann la moityé son rossours néna dann sol konm liranium, konm lo litium, épi d'ote ankòr. Arzoute èk sa lo Zétazini i vé fé in groupman bann sossyété kapitalist pou rokonstrui lo péi kan l'èr v'arivé an pliman lo péi bien antadi.

Koman i apèl sa ? Mi panss sa i apèl in nouvo kolonyalism é sistèm-la i intèrèss ziska déssèrtin miniss konm Elon Musk k'i vé pa done son par lo shien épi rante dann ta pou ésploite lo péi soidizan ami. Romarke anou bien néna lontan l'Amérik i fé konmsa é shak foi zot la rante an guèr zot la sèrv azot dsi bann péi épikan zot la vi sai raporte pa zot otan ké zot i vé gagné ébin zot la lèv zot kan épi la parti. La guèr sé lésplottassion kapitalist par d'ote moiyn.

Koman lé shoz va tourné ? Ni tarde pa konète. Ni tarde pa konète non pli si bann l'érop zot ossi talèr i vé pa tir zot tare dsi L'Ukraine. Mi panss ké non mé lo sistèm kapitalist sé lo sistème kapitalist é lésplottassion sé touzour lésplottassion. Alor siouplé arète kroïr in koté néna lo bon kan épi l'ote koté lo mové kan, in koté sak lé intèrèssé épi sak lé pa. Alon dir la guèr sé lésplottassion kapitalist avèk d'ote moiyn. An tou lé ka sa lé bien vré pou Zétazini k'i propoz L'Ukraine son néokolonyalism.

A bon antandèr salu !

Justin